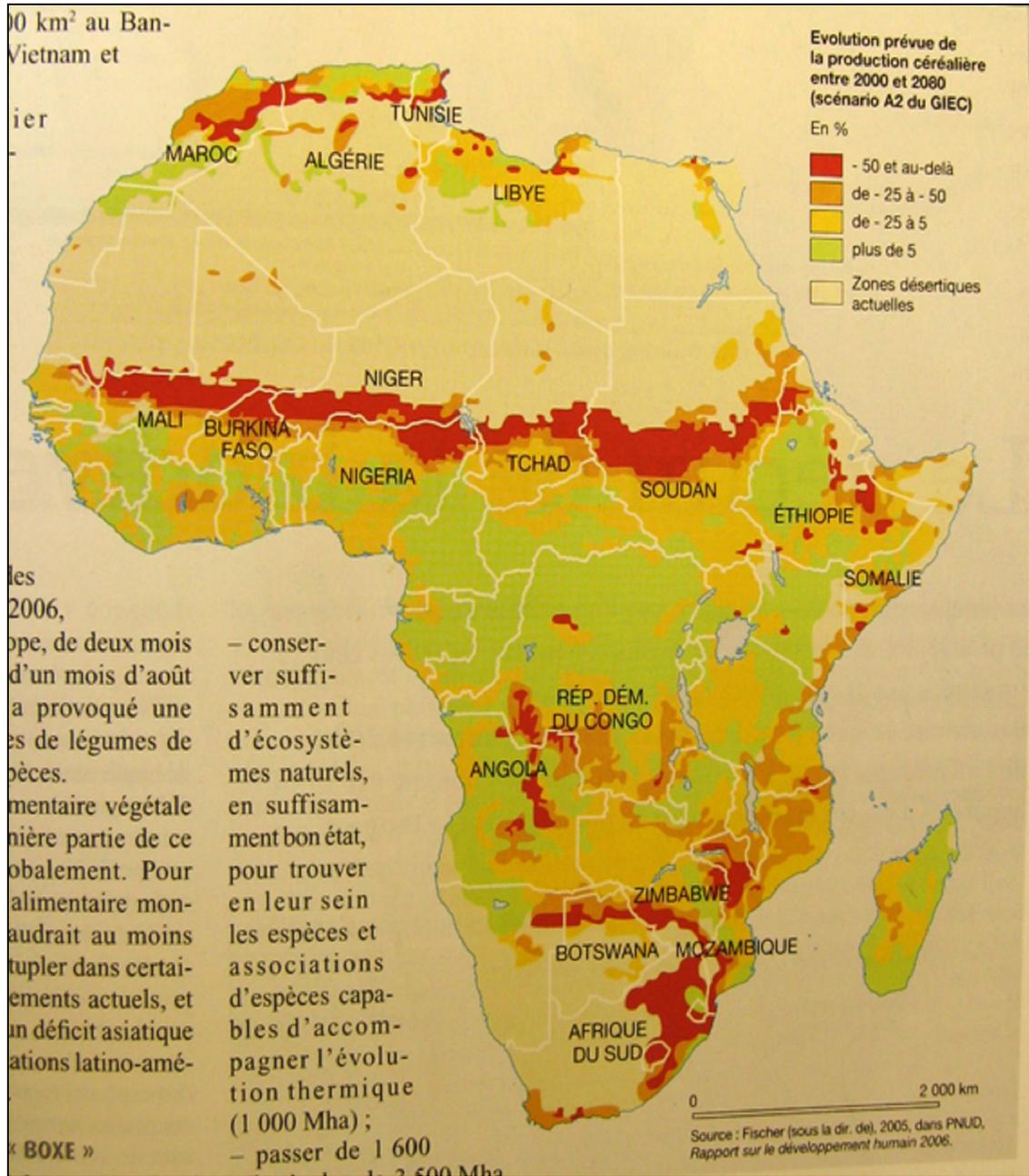


LE RISQUE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE SAHELIENNE

Doc 0. – Evolution prévue de la production céréalière entre 2000 et 2080



00 km² au Ban-
Vietnam et

ier

les

2006,

ope, de deux mois
d'un mois d'août
a provoqué une
es de légumes de
pèces.

mentaire végétale
nière partie de ce
obablement. Pour
alimentaire mon-
audrait au moins
tupler dans certai-
nements actuels, et
un déficit asiatique
ations latino-amé-

« BOXE »

– conser-
ver suffi-
samment
d'écosystè-
mes naturels,
en suffisam-
ment bon état,
pour trouver
en leur sein
les espèces et
associations
d'espèces capa-
bles d'accom-
pagner l'évolu-
tion thermique
(1 000 Mha);
– passer de 1 600
à 2 500 Mha

Doc. 1 - Pays en crise ayant besoin d'une aide extérieure

Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture / données de février 2008
<http://www.fao.org/docrep/010/ah881f/ah881f02.htm>

AFRIQUE (21 pays)	
Déficit exceptionnel de la production/des disponibilités vivrières	
Lesotho	Années de sécheresse consécutives
Somalie	Conflit, mauvaises conditions météorologiques
Swaziland	Années de sécheresse consécutives
Zimbabwe	Aggravation des difficultés économiques, sécheresse, récentes inondations
Manque d'accès généralisé	
Érythrée	PDI, difficultés économiques
Libéria	Période de redressement après le conflit
Mauritanie	Années de sécheresse consécutives
Sierra Leone	Période de redressement après le conflit
Grave insécurité alimentaire localisée	
Burundi	Troubles civils, PDI et rapatriés
Tchad	Réfugiés, conflit
Congo, République démocratique du	Troubles civils
Congo, République du	PDI
Côte d'Ivoire	Troubles civils
Éthiopie	Insécurité localisée, pertes de récolte en certains endroits
Ghana	Sécheresse et inondations
Guinée	Réfugiés
Guinée-Bissau	Insécurité localisée
Kenya	Troubles civils, mauvaises conditions météorologiques
République centrafricaine	Réfugiés
Soudan	Troubles civils
Ouganda	Troubles civils dans le nord

TERMINOLOGIE

Les pays en crise nécessitant une aide extérieure sont ceux qui devraient manquer de ressources pour traiter eux-mêmes les problèmes d'insécurité alimentaire signalés. Les crises alimentaires sont presque toujours le résultat d'une conjugaison de facteurs; aux fins de planification des interventions, il importe de déterminer si la nature des crises alimentaires est **essentiellement** liée au manque de disponibilités vivrières, à un accès limité à la nourriture, ou à des problèmes graves mais localisés. En conséquence, les pays nécessitant une aide extérieure se répartissent en trois grandes catégories, qui ne s'excluent pas mutuellement, comme suit:

Pays confrontés à un **déficit exceptionnel de la production/des disponibilités vivrières** par suite de mauvaise récolte, de catastrophe naturelle, d'interruption des importations, de perturbation de la distribution, de pertes excessives après récolte ou d'autres goulets d'étranglement des approvisionnements.

Pays où le **manque d'accès est généralisé** et où une part importante de la population est jugée dans l'impossibilité d'acheter de la nourriture sur les marchés locaux, en raison de revenus très faibles, de la cherté exceptionnelle des produits alimentaires ou de l'incapacité à circuler à l'intérieur du pays.

Pays **touchés par une grave insécurité alimentaire localisée** en raison de l'afflux de réfugiés, de la concentration de personnes déplacées à l'intérieur du pays ou de la combinaison, en certains endroits, des pertes de récolte et de l'extrême pauvreté.

Tableau A4a. Estimations des besoins d'importations céréalières pour les Pays à faible revenu et à déficit vivrier¹ 2007/08 ou 2008 (en milliers de tonnes)

		2006/07 ou 2007			2007/08 ou 2008			
		Importations effectives			Total des importations (non compris les réexportations)	Situation des importations ²		
	Année commerciale	Achats commerciaux	Aide alimentaire	Total achats commerciaux et aide		Total achats commerciaux et aide	Aide alimentaire allouée, annoncée ou expédiée	Achats commerciaux
AFRIQUE		33 947.9	2 211.1	36 159.0	38 492.9	14 566.4	1 222.4	13 344.0
Afrique du Nord		15 743.5	24.5	15 768.0	18 451.0	11 181.2	0.0	11 181.2
	Égypte	11 895.5	24.5	11 920.0	12 430.0	7 363.2	0.0	7 363.2
	Maroc	3 848.0	0.0	3 848.0	6 021.0	3 818.0	0.0	3 818.0
Afrique de l'Est		4 015.3	1 279.2	5 294.5	4 598.0	1 092.8	593.3	499.5
	Burundi	74.9	45.1	120.0	139.0	2.9	2.9	0.0
	Comores	41.0	0.0	41.0	41.0	0.0	0.0	0.0
	Djibouti	67.7	5.8	73.5	72.0	0.0	0.0	0.0
	Érythrée	216.0	0.0	216.0	326.0	7.0	7.0	0.0
	Éthiopie	14.7	430.5	445.2	241.0	76.3	76.3	0.0
	Kenya	999.9	179.0	1 178.9	1 022.0	311.1	110.2	200.9
	Ouganda	160.5	87.2	247.7	180.0	52.6	52.6	0.0
	Rép.-Unie de Tanzanie	693.3	40.5	733.8	455.0	192.6	35.1	157.5
	Rwanda	176.0	16.0	192.0	206.0	8.7	8.7	0.0
	Somalie	323.2	116.8	440.0	480.0	84.1	84.1	0.0
	Soudan	1 248.1	358.3	1 606.4	1 436.0	357.5	216.4	141.1
Afrique australe		2 711.4	372.2	3 083.6	3 601.0	2 052.4	480.9	1 571.5
	Angola	855.3	20.7	876.0	780.0	303.7	5.8	297.9
	Lesotho	181.3	10.1	191.4	254.0	147.0	17.0	130.0
	Madagascar	227.4	34.3	261.7	292.0	259.2	63.3	195.9
	Malawi	161.4	73.0	234.4	163.0	123.6	52.8	70.8
	Mozambique	779.5	103.5	883.0	863.0	333.5	58.8	274.7
Afrique de l'Ouest		9 905.3	433.9	10 339.2	10 141.4	197.7	117.8	79.9
Régions côtières		7 582.0	133.2	7 715.2	7 768.0	74.3	30.9	43.4
	Bénin	102.5	0.3	102.8	97.0	0.0	0.0	0.0
	Côte d'Ivoire	1 146.8	17.3	1 164.1	1 240.0	36.6	1.4	35.2
	Ghana	687.4	35.0	722.4	735.0	13.6	13.6	0.0
	Guinée	508.9	13.6	522.5	502.0	8.2	0.0	8.2
	Libéria	202.6	37.4	240.0	240.0	14.9	14.9	0.0
	Nigéria	4 580.0	0.0	4 580.0	4 580.0	0.0	0.0	0.0
	Sierra Leone	270.1	28.9	299.0	289.0	0.0	0.0	0.0
	Togo	83.7	0.7	84.4	85.0	1.0	1.0	0.0
Zone sahélienne		2 323.3	300.7	2 624.0	2 373.4	123.4	86.9	36.5
	Burkina faso	248.4	25.9	274.3	279.0	6.3	6.3	0.0
	Cap-Vert	65.1	8.7	73.8	73.6	3.0	3.0	0.0
	Gambie	92.8	9.6	102.4	100.5	1.2	1.2	0.0
	Guinée-Bissau	95.4	8.4	103.8	86.9	3.3	3.3	0.0
	Mali	326.9	46.5	373.4	308.7	1.1	1.1	0.0
	Mauritanie	318.4	33.2	351.6	296.0	12.4	12.4	0.0
	Niger	204.1	83.1	287.2	236.7	7.2	7.2	0.0
	Sénégal	906.7	13.3	920.0	866.0	41.5	5.0	36.5
	Tchad	65.5	72.0	137.5	126.0	47.4	47.4	0.0
Afrique centrale		1 572.4	101.3	1 673.7	1 701.5	42.3	30.4	11.9
	Cameroun	628.4	1.6	630.0	630.0	12.4	0.5	11.9
	Congo	310.9	6.1	317.0	317.0	1.1	1.1	0.0
	Guinée équatoriale	24.0	0.0	24.0	24.0	0.0	0.0	0.0
	Rép. centrafricaine	42.6	19.7	62.3	43.5	8.9	8.9	0.0
	Rép. dém. du Congo	554.6	72.4	627.0	675.0	19.9	19.9	0.0
	Sao Tomé-et-	11.9	1.5	13.4	12.0	0.0	0.0	0.0

¹ Comprend les pays où le revenu annuel par habitant est inférieur au niveau retenu par la Banque mondiale pour déterminer le droit de bénéficier de l'aide de l'IDA (à savoir 1 575 dollars EU en 2004); conformément aux recommandations et critères approuvés par le CPA, ces pays doivent être considérés comme prioritaires pour l'octroi de l'aide alimentaire.

² Estimations fondées sur les renseignements disponibles à la fin janvier 2008.

Doc. 3 - Perspectives de récoltes et situation alimentaire.

Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture / données de février 2008

En **Afrique de l'Ouest**, les activités agricoles sont pratiquement inexistantes à cette période de l'année, à l'exception de quelques cultures de récession ou de contre-saison, pour lesquelles les perspectives sont globalement favorables.

Selon les estimations provisoires, la production céréalière totale des neuf pays du Sahel aurait progressé de 12 pour cent par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Au niveau national, des récoltes supérieures à la moyenne sont prévues dans tous les pays à l'exception du **Cap-Vert** et du **Sénégal**. Toutefois, dans les pays riverains du golfe de Guinée, la production de céréales secondaires a fortement reculé dans le **nord du Nigéria** en raison des pluies tardives et mal réparties, et au **Ghana** où une longue vague de sécheresse suivie d'inondations a eu des incidences négatives sur les cultures au cours de cette campagne.

Les marchés sont étroitement liés en Afrique de l'Ouest, et les fluctuations de prix dues aux fortes variations de l'offre ou de la demande se répercutent facilement parmi les pays voisins. En raison de l'importance de l'économie et de l'agriculture du Nigéria, une chute de la production céréalière intérieure se traduit généralement par une hausse des prix céréaliers dans la région, ce qui compromet fortement la sécurité alimentaire des pays voisins, notamment dans l'est de la sous-région. L'augmentation des prix liée aux conditions météorologiques au niveau régional s'accroît cette année en raison de la flambée des prix des produits de base sur le marché international. On signale actuellement un renchérissement des denrées alimentaires dans le nord du **Nigéria** ainsi qu'en certains endroits du **Bénin**, du **Burkina Faso**, du **Ghana**, du **Niger** et du **Togo**.

Dans la partie occidentale de la sous-région, notamment au **Cap-Vert**, en **Guinée-Bissau**, en **Mauritanie** et au **Sénégal**, le prix des denrées alimentaires dépend étroitement des tendances sur le marché international, car ces pays sont largement tributaires des importations de blé et de riz provenant du marché international. La production intérieure du **Sénégal**, par exemple, ne couvre qu'environ la moitié de ses besoins d'utilisation céréalière, par conséquent, ses importations de riz et de blé atteignent en moyenne quelque 900 000 tonnes par an provenant du marché international. Tant dans les campagnes que dans les villes, les consommateurs ont été touchés l'an dernier par la hausse des prix alimentaires, à la suite d'une mauvaise récolte intérieure en 2006 et de l'augmentation des cours céréaliers sur le marché international. Bien que le gouvernement ait mis en œuvre un train de mesures destinées à compenser l'impact de la flambée continue des prix internationaux au cours de cette campagne, à savoir, une subvention de 40 pour cent sur l'achat de farine de blé, l'annulation des droits d'importation et le contrôle des prix, la production intérieure de nouveau en baisse en 2007, associée à un marché international tendu, accentue la pression inflationniste sur le marché intérieur des denrées alimentaires, limitant plus encore le pouvoir d'achat des consommateurs urbains et ruraux. Le prix du mil à Dakar en novembre 2007 avait augmenté de 30 pour cent par rapport à novembre 2006. La **Mauritanie** est également fortement tributaire des importations de céréales secondaires (mil et sorgho) en provenance du Sénégal et du Mali voisins ainsi que des achats de blé sur le marché international. Ainsi, l'accès aux vivres de la majorité des Mauritaniens dépend du prix des denrées alimentaires. Les prix, tant des céréales secondaires que du blé, sont restés relativement élevés en 2007, suite à la mauvaise récolte rentrée au Sénégal et à l'augmentation des prix du blé sur le marché international. Les prix des denrées alimentaires devraient rester élevés en 2008, en raison d'une nouvelle mauvaise récolte au Sénégal et des prix du blé toujours élevés sur le marché international.

Les conséquences de la flambée des prix seront plus graves dans certaines zones localisées de la sous-région, où les rendements se sont effondrés en raison des pluies tardives ou des inondations. Les populations de ces régions auront peut-être besoin d'une aide. Une série de Missions conjointes CILSS/FEWSNet/FAO/PAM d'évaluation après récolte seront déployées dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest en février - mars 2008 pour procéder à une mise à jour de la situation commerciale et alimentaire dans la sous-région.

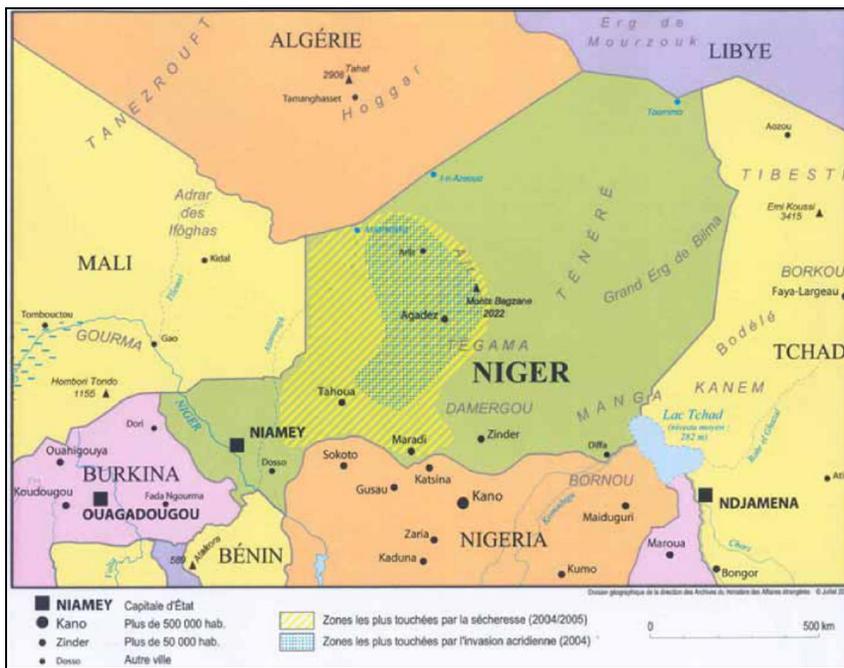
Les semis du maïs de la première campagne, à rentrer à partir de juillet, débiteront en mars dans le sud. Au **Cameroun**, bien que dans le nord les pluies irrégulières et les inondations aient ralenti la production dans plusieurs localités, la production céréalière de 2007 serait analogue à la bonne récolte rentrée l'année précédente, du fait des conditions de végétation généralement bonnes, notamment dans le sud du pays. Tandis que la situation des disponibilités vivrières devrait rester satisfaisante dans ensemble au cours de la campagne commerciale 2008 (janvier-décembre), les groupes vulnérables des zones qui ont accusé un fort recul de la production en raison des vagues de sécheresse ou des inondations doivent faire l'objet d'un suivi constant et recevoir une assistance si nécessaire. En **République centrafricaine**, l'insécurité persistante continue d'entraver les activités agricoles et l'on signale des déplacements massifs de population tant internes que vers les pays voisins, notamment dans le nord, où près de 300 000 personnes auraient été chassées de leur foyer au cours des deux dernières années. L'insécurité persistante tant au Tchad que dans la région du Darfour au Soudan menace d'aggraver encore la situation dans le nord du pays.

En **Afrique de l'Est** (Ethiopie, Kenya, Soudan, Tanzanie, Somalie) la moisson des céréales de la campagne principale 2007/08 est terminée dans le nord de la sous-région tandis que la récolte de la campagne secondaire a commencé dans le sud, sauf en Éthiopie où les semis sont sur le point de démarrer. Les perspectives concernant la campagne secondaire au Kenya et en Somalie sont pessimistes tandis que, selon les prévisions, la production de la campagne céréalière principale devrait être supérieure à la moyenne en Érythrée, en Éthiopie, et au Soudan. La production céréalière totale de la sous-région en 2007/08 est estimée à environ 34,5 millions de tonnes, pratiquement inchangée par rapport à l'année précédente mais toujours 20 pour cent de plus que la moyenne des cinq années précédentes.

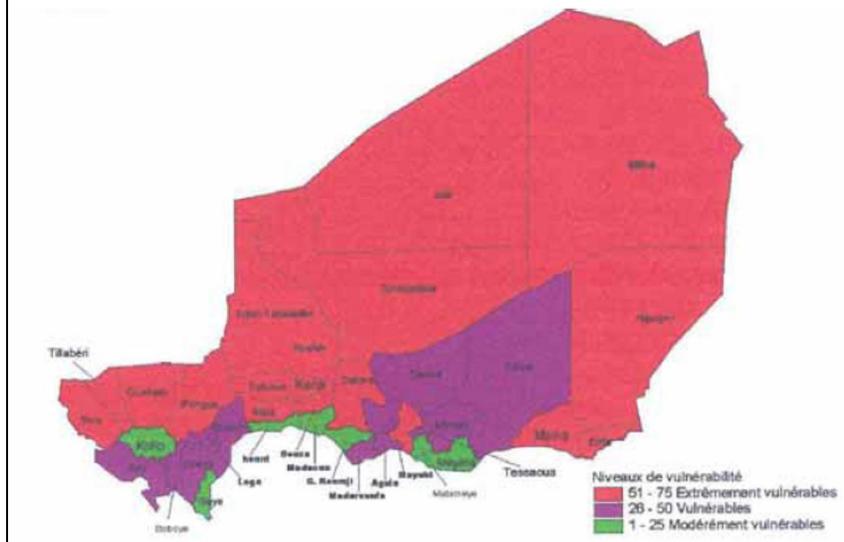
Au **Soudan**, la récolte des céréales secondaires de la campagne principale vient de s'achever. Les précipitations ont été supérieures à la normale, et les disponibilités d'intrants agricoles auraient été normales ou supérieures à la normale. Toutefois, après une récolte abondante rentrée l'année précédente, la superficie enssemencée a retrouvé un niveau proche de la normale lors de cette campagne et la production devrait reculer légèrement, tout en restant cependant nettement supérieure à la moyenne des cinq années précédentes. La superficie prévue pour le blé à récolter à partir de mars a augmenté d'environ 13 pour cent pour passer à 347 000 hectares.

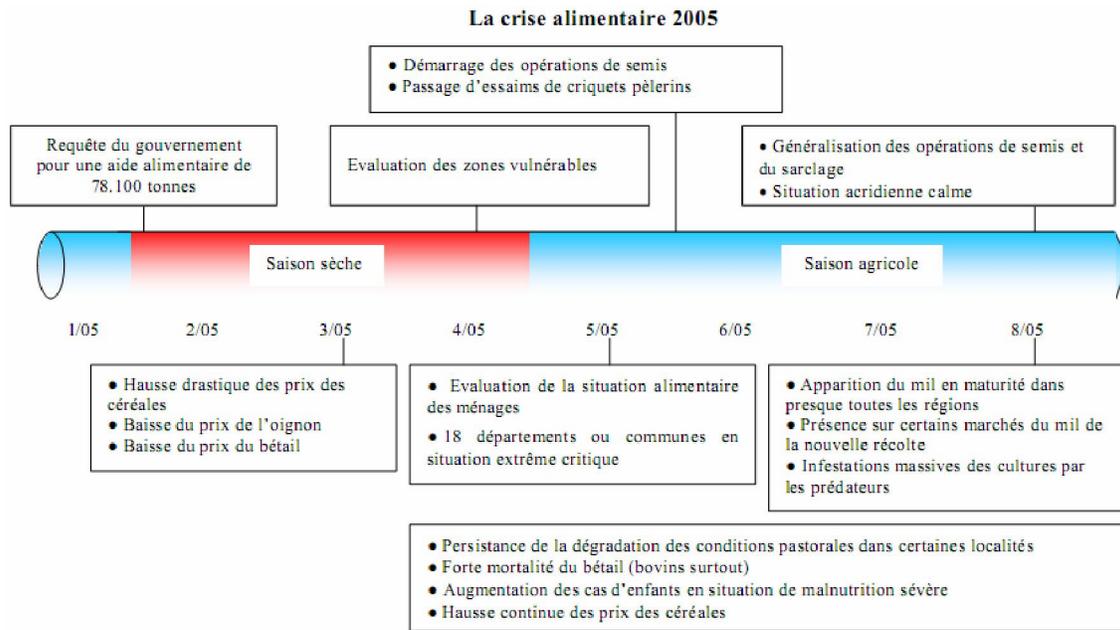
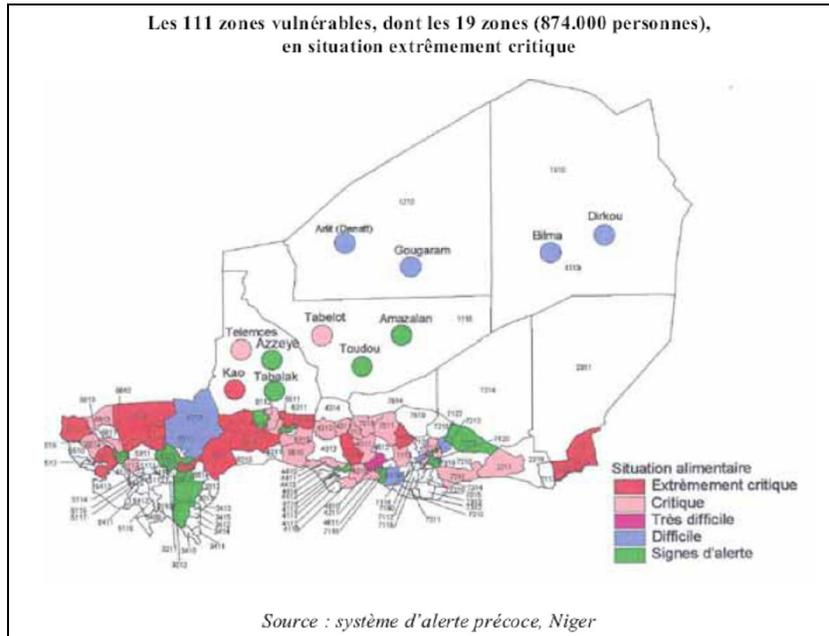
Selon les estimations d'une Mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires qui s'est rendue au Soudan dernièrement, la production céréalière de 2007 dans le sud serait légèrement meilleure que l'an dernier, les rendements étant supérieurs à la normale. Toutefois, étant donné que la hausse de production prévue ne couvrira pas entièrement les besoins des rapatriés spontanés et organisés, le bilan de l'offre et de la demande de produits alimentaires dans le sud du Soudan en 2008 devrait être déficitaire. En outre, le manque d'infrastructures et d'un réseau commercial développé limitera la circulation des céréales en quantités importantes de certaines régions excédentaires vers les États du Haut Nil, de Jonglei, de l'Unité, de l'Équatoria oriental et de Bahr el Ghazal, qui sont déficitaires.

Doc. 4 – Documents sur la crise alimentaire au Niger en 2005 – CARTES & DIAGRAMMES
 Source : rapport du Sénat sur la crise au Niger en 2005 (http://www.senat.fr/rap/r04-512/r04-512_mono.html)



Les zones d'insécurité alimentaire (3,29 millions de personnes) et de vulnérabilité (2,7 millions de personnes)





Source : Fewnet

Doc. 5 – Documents sur la crise alimentaire au Niger en 2005 – TABLEAUX

Source : rapport du Sénat sur la crise au Niger en 2005 (http://www.senat.fr/rap/r04-512/r04-512_mono.html)

Population en situation d'insécurité alimentaire au Niger en 2004 et 2005

(en milliers de tonnes et écart en %)

Régions	Populations déficitaires à 50 % et plus		Populations vulnérables révisées
	2003/204	Janvier 2005	Mai 2005
Agadez	108.333	124.464	159.854
Diffa	47.195	172.933	204.649
Dosso	177.731	89.761	108.806
Maradi	102.890	383.683	357.037
Tahoua	375.819	951.068	1.101.843
Tillabéri	238.804	1.091.698	1.079.161
Zinder	139.515	468.389	468.489
Niamey	19.981	11.652	11.652
Total	1.210.268	3.293.648	3.491.491

Source : système d'alerte précoce du comité national de prévention et de gestion des crises alimentaires, 31 juillet 2005

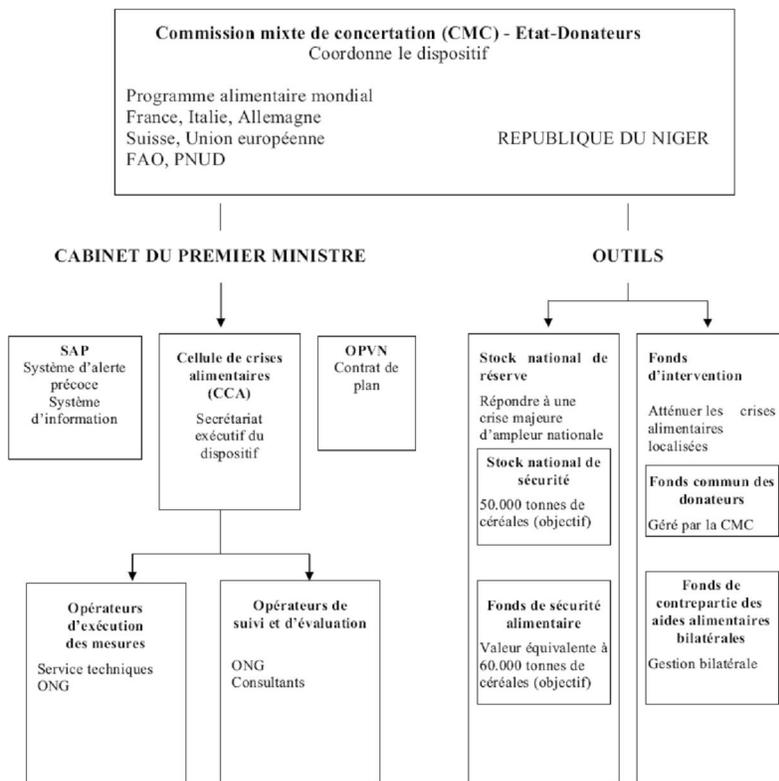
Ont été considérées en situation d'insécurité alimentaire les personnes habitant dans les zones où le déficit par rapport aux besoins alimentaires était supérieur à 50 %.

Variation de la production brute de céréales des pays sahéliens

(en milliers de tonnes et écart en %)

Pays	Campagne 2003/2004	Campagne 2004/2005	Ecart par rapport à l'année précédente	Ecart par rapport à la moyenne quinquennale
Burkina-Faso	3.564,0	3.062,5	- 14,07 %	+ 4 %
Cap-Vert	12,1	4,0	-67 %	- 80 %
Gambie	213,2	237,5	+ 11 %	+ 35 %
Guinée Bissau	121,4	207,7	+ 71 %	+ 39 %
Mauritanie	181,3	102,9	- 43 %	- 35 %
Niger	3.575,3	3.140,0	- 12 %	+ 5 %
Sénégal	1.509,2	1.185,1	- 21 %	+ 10 %
Tchad	1.618,1	1.038,5	- 36 %	- 18 %

Source : CILSS, novembre 2004



Doc. 6 – Revue de presse de l'association Grain de Sable

http://www.graindesable.com

La société civile manifeste contre la faim - NIGER - 2 juin 2005 - par PANAPRESS

A Niamey, la capitale, un millier de personnes ont tenu un meeting pour dénoncer "l'incapacité du gouvernement" à enrayer la crise. "La CDSC dénonce l'incapacité du gouvernement à faire face à la situation et son mépris pour les milliers d'enfants qui meurent de malnutrition", a déclaré le porte-parole de la coordination, Kassoum Issa, lors du meeting. M. Kassoum a estimé que la stratégie du gouvernement dans la gestion de la crise ne peut conduire qu'à une "catastrophe," et a appelé la communauté internationale à sauver les femmes et les enfants du Niger par une assistance alimentaire d'urgence. Pour faire face à la situation, le gouvernement a engagé une opération de vente de céréales à prix modérés. L'opération, qui vise à placer 67.000 tonnes sur les marchés d'ici à fin août, a pour but de casser les prix des céréales sur les marchés. L'Etat achète le sac à 20.000 F pour le revendre à 10 000 FCFA. Au moins 42.000 tonnes sont en cours de vente dans les zones critiques du pays. Plus de 3,6 millions de Nigériens sont confrontés à la famine à la suite d'un déficit céréalier de 223.000 tonnes enregistré lors de la campagne agricole 2004-2005 caractérisée par la sécheresse et l'invasion acridienne, rappelle-t-on. Le 28 mai dernier, le Premier ministre a appelé la communauté internationale à venir en aide au Niger. Les Nations unies avait également lancé un appel pour rechercher 16 millions de dollars en faveur du Niger. "Une catastrophe silencieuse se prépare au Niger", avait averti l'ONU dans un communiqué, indiquant que 800.000 enfants de moins de cinq ans souffrent de la faim, dont 150.000 sont gravement mal nourris. Mercredi dernier, les organisations de femmes au Niger avaient aussi appelé la communauté internationale à venir en aide aux populations nigériennes, après avoir dénoncé le laxisme des autorités. "Nous dénonçons le laxisme des autorités face à cette situation de famine qui aggrave les inégalités... Nous lançons un appel à la communauté internationale pour venir en aide aux populations", indique la Confédération générale des associations féminines (CONGAFEN) dans un communiqué de presse. La CONGAFEN estime que seule une distribution gratuite de vivres peut aujourd'hui soulager les familles, l'opération vente de céréales à prix modérés étant en fait le témoignage de "l'inefficacité et de la "légèreté" auxquelles le gouvernement fait face. "Nous rappelons aux autorités qu'elles ont le devoir de porter assistance aux populations affamées, notamment les femmes et les enfants qui sont les plus vulnérables", a-t-elle ajouté, exprimant sa compassion aux femmes rurales abandonnées à elles-mêmes dans des villages désertés par les hommes et "qui se retrouvent contraintes d'affronter les affres de la famine avec leurs enfants dont certains meurent sous leurs yeux".

UN Integrated Regional Information Networks - Publié sur le web le 3 Juin 2005 - Niamey

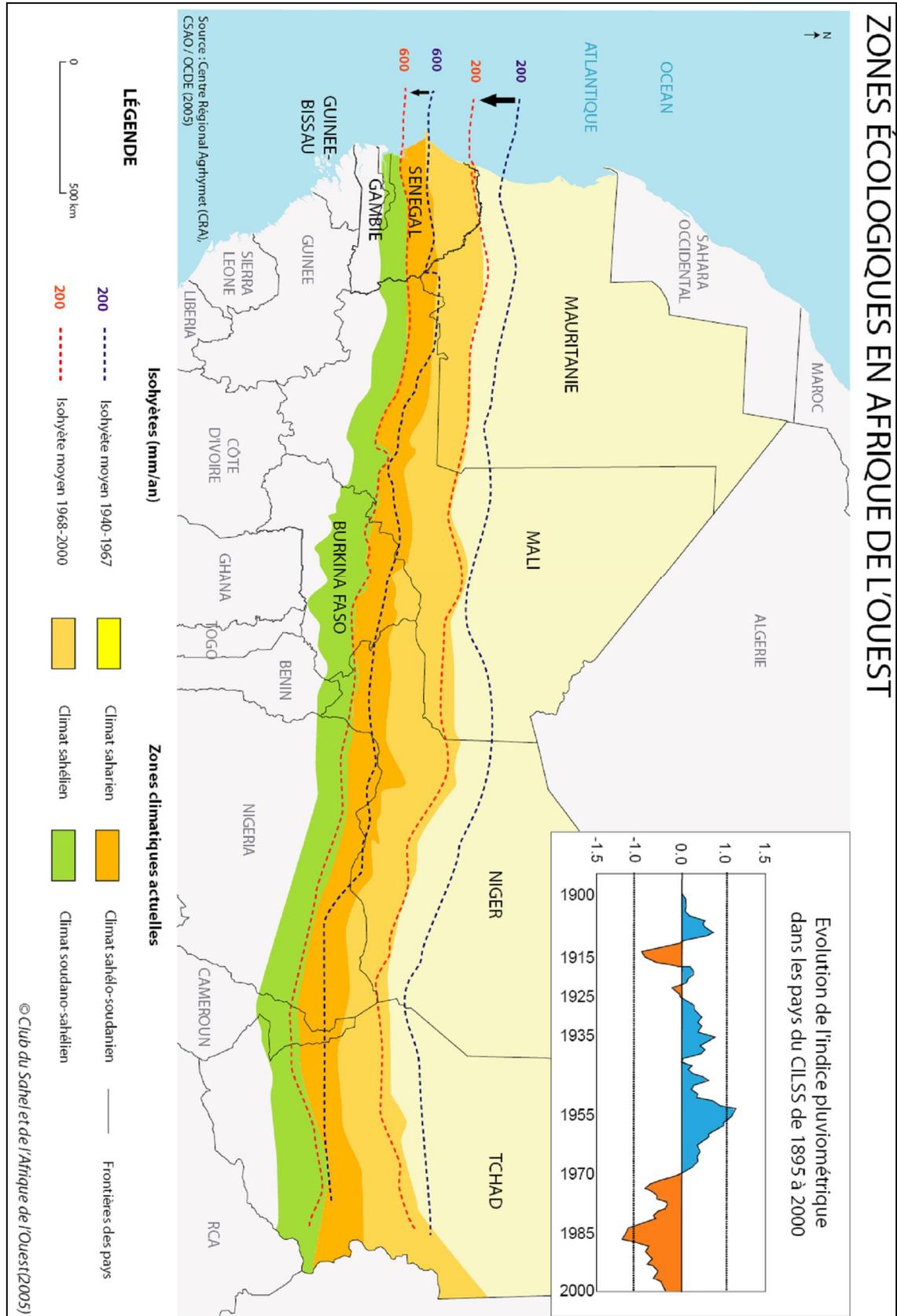
Des milliers de personnes ont manifesté jeudi à Niamey, la capitale du Niger, pour dénoncer l'incapacité du gouvernement à faire face à la pénurie alimentaire et exiger la distribution gratuite de vivres aux populations menacées par la famine dans plusieurs régions du pays, ont indiqué les organisateurs de la marche. Brandissant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "Nous avons faim !" ou "Distributions gratuites de vivres !", près de 2 000 personnes ont manifesté dans les rues de Niamey, selon la Coordination démocratique de la société civile (CDSC). Des sources policières, un millier de personnes environ auraient pris part à la manifestation. Plus de 3 millions de nigériens sont confrontés à la famine à la suite du déficit céréalier et de l'invasion acridienne qui a dévasté l'année dernière la végétation de ce pays aride, ont indiqué les autorités nigériennes. Près de 15 pour cent de la production céréalière moyenne et 40 pour cent du cheptel ont été détruits au Niger, état d'Afrique de l'ouest figurant parmi les deux pays les plus pauvres du monde, selon les estimations des l'ONU, et où 63 pour cent de ses 12 millions d'habitants vivent avec moins d'un dollar par jour. Les organisations non gouvernementales présentes sur le terrain ont enregistré un taux de malnutrition très alarmant chez les enfants de moins de cinq ans et, selon Médecins Sans Frontières (MSF), un enfant sur cinq pourrait souffrir de malnutrition dans les régions de Tahoua et de Maradi, au sud du Niger. "La CDSC pense que lorsque la population a faim elle doit bénéficier d'une aide alimentaire et avoir droit à des vivres", a expliqué à IRIN jeudi Moussa Tchangari, le porte-parole de la CDSC. Selon les autorités locales et les travailleurs humanitaires, étant donné que leur greniers sont presque vides actuellement, de nombreux paysans commencent à consommer des plantes sauvages et d'autres creusent des termitières dans l'espoir de trouver des graines laissées par les insectes. "Ces gens n'ont plus d'argent et peuvent mourir; le gouvernement ne devrait pas leur demander de payer les céréales", a déploré Tchangari.

Parce que le Niger est souvent confronté à des déficits céréaliers, les autorités ont mis en place un système de banque alimentaire qui assure la distribution de céréales dans les zones où les réserves de vivres sont insuffisantes. Grâce à ce système, les habitants peuvent, par exemple, acheter 100 kilos de mil à un prix modéré de 10 000 FCFA (20 dollars américains), soit la moitié du prix proposé sur le marché. Selon Seydou Bacari, coordonnateur de la cellule de crise alimentaire du gouvernement, les autorités ont déjà fourni 42 000 tonnes de céréales à des prix subventionnés et créé plus de 1 200 centres où les gens peuvent travailler et être rémunérés en vivres ou en espèces.

Le gouvernement n'est pas contre le principe d'une distribution de vivres, mais il n'a ni les moyens financiers ni les céréales pour apporter une telle aide. "Allons-nous donc distribuer les maigres ressources dont nous disposons et nous tourner les pouces, ou trouver un mécanisme qui permettra à un salarié d'acheter sa ration alimentaire avec le peu d'argent qu'il gagne ?" s'interroge Bacari. Mais le gouvernement, a-t-il ajouté, n'a pas les 43 milliards FCFA (86 millions de dollars) qu'il faut pour acheter les 223 000 tonnes de céréales de nécessaires pour alimenter les nigériens affamés. "Nous avons lancé un appel à l'aide internationale, mais nous n'avons eu aucune réponse", a-t-il précisé. Le mois dernier, l'ONU avait lancé un appel aux bailleurs pour recueillir plus de 16 millions de dollars pour l'aider à faire face à ce qu'il a appelé la "crise silencieuse" du Niger. Jeudi dernier, le bureau de Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCAH) a indiqué que jusqu'à présent aucun dollar n'a été donné. Pour Bacari, même si les ressources financières étaient disponibles, il serait difficile d'acheter suffisamment de céréales car les pays voisins sont également affectés par la crise. Près de six millions de personnes dans la région semi-désertique du Sahel, en Afrique de l'ouest, sont confrontées à la famine après l'invasion acridienne de l'année dernière et la sécheresse qui ont détruit les cultures et les pâturages.

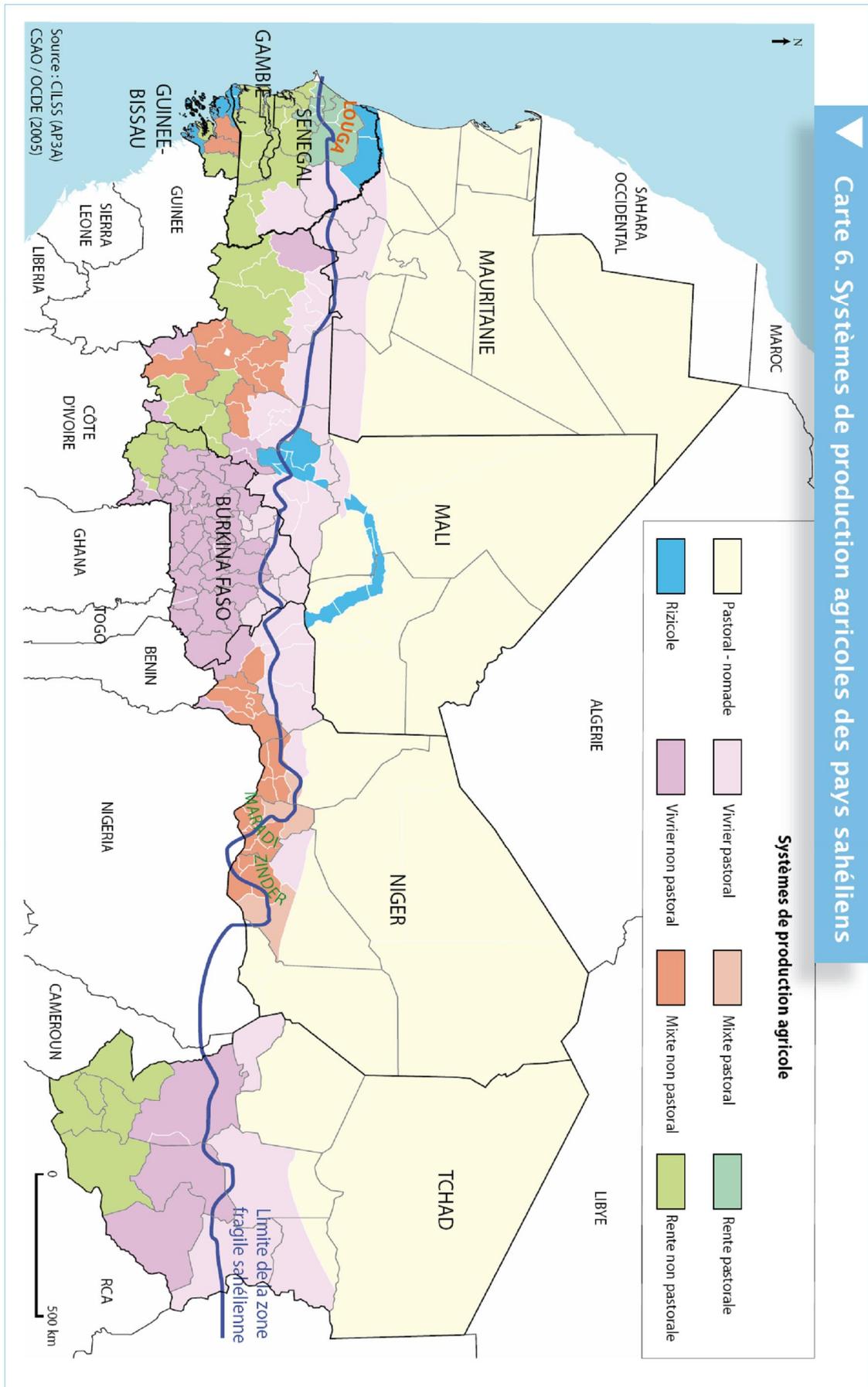
Doc. 7 – Zones écologiques du Sahel

Source : LA ZONE ÉCOLOGIQUE FRAGILE DES PAYS DU SAHEL – Atlas de l'intégration régionale, Série Environnement.
L'atlas de l'intégration régionale est une initiative de la CEDEAO et du CSAO / OCDE, financée par les coopérations française, suisse et luxembourgeoise.



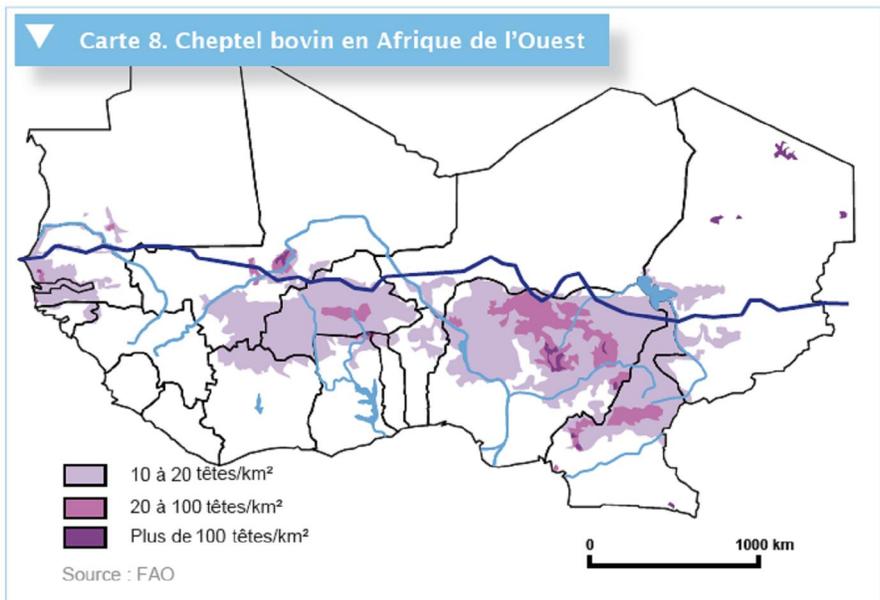
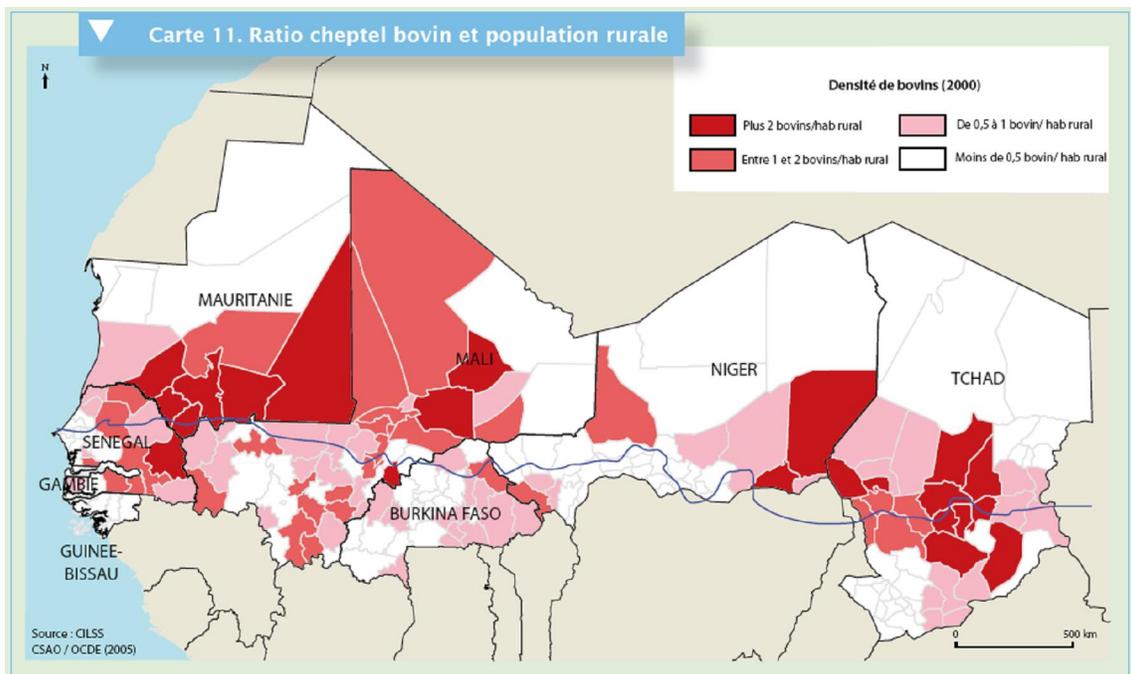
Doc. 8 – Systèmes de production agricole des pays sahéliens.

Source : LA ZONE ÉCOLOGIQUE FRAGILE DES PAYS DU SAHEL – Atlas de l'intégration régionale, Série Environnement.



Doc. 9 – Géographie de l'élevage au Sahel

Source : LA ZONE ÉCOLOGIQUE FRAGILE DES PAYS DU SAHEL – Atlas de l'intégration régionale, Série Environnement.



Doc. 10 – Densités de population

Source : LA ZONE ÉCOLOGIQUE FRAGILE DES PAYS DU SAHEL – Atlas de l'intégration régionale, Série Environnement.

